



REPUBLIQUE  
CENTRAFRICAINE  
Unité – Dignité – Travail



=====  
MINISTRE DES FINANCES  
ET DU BUDGET  
=====

---

## PROJET DE GOUVERNANCE NUMERIQUE DU SECTEUR PUBLIC (PGNSP)

N° d'Identification du Projet : PGNSP – P174620 D-V9950

### TERMES DE REFERENCE

POUR LE RECRUTEMENT D'UN(E) RESPONSABLE DE LA COMPOSANTE1 DU PROJET DE  
GOUVERNANCE NUMERIQUE DU SECTEUR PUBLIC (PGNSP) DE LA REPUBLIQUE  
CENTRAFRICAINE

---

Tel : (+236) 72.22.36.36 / 75-50-26-11

Email : [spmprojet.gnsp@gmail.com](mailto:spmprojet.gnsp@gmail.com)

Pays : République centrafricaine  
Zone : Bangui, avec déplacements fréquents dans les régions  
Durée de la mission : Un an (avec possibilité de renouvellement basé sur la performance)  
Début de la mission : Immédiat  
Période d'Essai : Six (06) mois

## **1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA MISSION**

La République centrafricaine (RCA), pays totalement enclavé, est un pays fragile, ayant connu plusieurs décennies de crises politico-militaires dont les dernières sont extrêmement violentes. L'insécurité et les déplacements forcés ont aggravé la pauvreté et contribué fortement à la baisse des recettes de l'Etat et à la faible capacité du gouvernement à assurer ses fonctions régaliennes. L'administration est fortement concentrée dans la capitale, Bangui, et dans certaines localités environnantes. Les services déconcentrés n'ont toujours pas les ressources techniques, humaines et financières, ainsi que l'équipement de base, pour mener à bien leurs missions. La capacité de mobilisation des recettes intérieures est faible, ce qui met le pays en situation de carence au niveau des ressources et de forte dépendance à l'égard des aides extérieures. C'est à travers les appuis multiformes des partenaires au développement, notamment la Banque mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI), que le Gouvernement a pu s'engager dans un processus d'amélioration de la gouvernance financière de l'Etat, en particulier le redressement de la gestion des finances publiques.

Dans la perspective des réformes financières engagées, le gouvernement a pu améliorer l'accomplissement de ses missions de base en matière de gestion des finances publiques et adopter des règles claires pour l'exécution et la comptabilité budgétaires. Un nouveau système d'information sur la gestion financière (SIMBA) avec des fonctionnalités améliorées est en cours de déploiement et d'intégration tout au long de 2022.

Malgré des progrès substantiels, certaines vulnérabilités persistent encore au niveau de l'efficacité de la gestion globale des finances publiques, avec une incidence inéluctable sur la prestation des services et la transparence des marchés publics.

A l'échelle mondiale, on considère que les plateformes numériques publiques et les solutions digitales du gouvernement (GovTech) offrent des occasions de répondre aux griefs des citoyens grâce à une prestation de services plus équitable dans l'ensemble du pays, à une réduction des coûts de transaction, à des institutions gouvernementales plus efficaces et transparentes et à une meilleure prise de décisions fondées sur les données. Cependant, le pays n'a pas encore tiré parti du plein potentiel des plateformes publiques numériques pour améliorer les fonctions de base et introduire de nouvelles façons de servir et d'interagir avec les citoyens, le secteur privé et la société civile, mais aussi donner une voix aux plus vulnérables et tenir le gouvernement responsable.

C'est dans ce contexte, que le Gouvernement a mis en place le Projet de Gouvernance Numérique avec l'appui de la Banque mondiale, et ce dans le but de poursuivre et consolider sa stratégie d'harmonisation de transformation numérique des processus gouvernementaux de base.

## **2. DESCRIPTION DU PROJET**

Le Projet de Gouvernance Numérique du secteur public mobilise les solutions digitales GovTech pour aider à améliorer la capacité et l'efficacité du Gouvernement à fournir des services essentiels à travers le pays, tout en promouvant la transparence et la redevabilité. Le projet devra assurer une assistance technique, une offre de formation structurée, ainsi que des investissements en équipements pour renforcer la capacité du Gouvernement. Les institutions bénéficiaires sont le Ministère des Finances et du Budget ; le Ministère de l'Economie, du Plan

et de la Coopération ; le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative et le Ministère de l'Economie Numérique des Postes et Télécommunications, ainsi que d'autres institutions spécifiques. Le projet financera principalement les activités intégrées au niveau de trois (03) grandes composantes :

### **Composante 1 : Améliorer la gestion des ressources publiques.**

Ce volet vise à renforcer la transparence et l'efficacité dans la gestion des ressources publiques. À cette fin, ce volet devra (i) renforcer la mobilisation et la gestion des recettes en veillant à ce que les ressources gouvernementales soient disponibles de manière plus durable dans le but de mieux relever les défis identifiés en matière de développement, et (ii) améliorer la gestion des dépenses pour s'assurer l'utilisation efficace et transparente des ressources. Ces deux axes devraient mettre à profit des solutions GovTech, en s'appuyant sur les trois éléments principaux suivants : (i) Renforcer la mobilisation des recettes, (ii) Renforcer le processus budgétaire et la gestion des dépenses de base, et (iii) Améliorer la transparence des marchés publics.

### **Composante 2: Transformer numériquement l'administration publique et la prestation de services:**

Ce volet devra contribuer à la mise en place d'un environnement favorable à l'utilisation des technologies numériques pour renforcer l'administration publique et améliorer la disponibilité et l'accès à ses services publics. Cet objectif sera atteint par le biais des trois éléments suivants: (i) jeter les bases d'une meilleure connectivité ; (ii) renforcer les bases du gouvernement numérique ; et (iii) faciliter l'accès à des services publics spécifiques.

### **Composantes 3 et 4: Gestion du Projet et Composante d'Intervention d'Urgence Conditionnelle (CIUC) .**

Ce volet vise à soutenir la gestion et la coordination des projets et fournira également un instrument pour faire face à certains facteurs exogènes comme les aléas climatiques, une crise sanitaire ou humanitaire sévère par exemple. Il vise à assurer une gestion efficace des activités ainsi que la bonne coordination de la mise en œuvre du projet. Une sous-composante est également créée et rattachée à cette composante. Composante 4 devra notamment prévoir les dispositions nécessaires au traitement des cas d'urgence pouvant éventuellement perturber les entreprises du secteur public.

**L'objectif de Développement du projet est de : Améliorer (i) l'efficacité et la transparence dans la gestion des ressources publiques, et (ii) la capacité du gouvernement à fournir des services publics de confiance et inclusifs en utilisant des solutions numériques de gouvernement.**

C'est à ce titre, que l'Unité de Gestion du Projet, placée au sein du Cabinet du Ministre des Finances et du Budget, agissant en qualité de Maître d'Ouvrage, envisage de recruter **un Responsable de la Composante 1. Améliorer la gestion des ressources publiques.**

### **3. MISSIONS DE RESPONSABLE DE LA COMPOSANTE 1**

Au sein de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) placé sous la tutelle du Ministère des Finances et sous la supervision du Coordonnateur, Le Responsable de la composante 1 sera chargé de la mise en œuvre et de l'atteinte des résultats pour chaque sous composante en lien avec les points focaux au niveau des ministères bénéficiaires selon les procédures de la Banque Mondiale. Il sera chargé de :

- Mettre en œuvre et le suivi de la mise en œuvre de la composante 1 du projet ;
- Assurer la coordination et le suivi avec les bénéficiaires du projet, dont la gestion et l'animation des points focaux et en particulier pour la composante 1 ;
- Coordonner et animer les activités de la composante 1 du Projet PGNSP étroitement avec le Chef de Projet ;
- Assister le chef de projet dans le suivi de toutes les études et travaux préparatoires en vue de l'amélioration des recettes ;
- Réaliser toute autre mission pertinente à lui confiée par le chef de Projet pour le démarrage dans les bonnes conditions du projet et dans les délais requis ;
- Assurer la gestion et la coordination des activités de la composante 1 étroitement avec le chef de Projet ;
- Assister le chef de projet dans la mobilisation des ressources matérielles et financières nécessaires à la réalisation des activités du projet ;
- Coordonner l'élaboration et la mise dans les délais et selon les exigences requises en œuvre du Programme de Travail et Budget Annuel ;
- Contribuer à la rédaction des termes de références, cahier de charges etc. Assurer le contrôle de l'exécution des programmes techniques et des budgets annuels pour une utilisation efficace des ressources, en conformité avec les procédures définies dans le document d'évaluation du projet ;
- Veiller au strict respect des dispositions de l'Accord de crédit, du document du projet du manuel de gestion du projet ainsi que de tous autres documents, réglementation de la Banque mondiale ;
- Entretenir des relations régulières avec la tutelle, les partenaires techniques et financiers intéressés par le projet ;
- Assurer le suivi-évaluation du projet dont la préparation des rapports d'exécution, la collecte et l'analyse des données sur les indicateurs de résultats, les rapports de suivi-évaluation et de toutes notes, analyses, rapports nécessaires ;
- Appuyer le chef de projet dans l'organisation des réunions techniques périodiques avec les différents acteurs impliqués dans le projet sur la mise en œuvre des activités, les difficultés rencontrées ainsi que les mesures correctives à apporter ;
- Assister le chef de projet dans la mise en œuvre des recommandations des audits et des missions de supervision
- Assurer la coordination et la préparation des missions de supervisions dont la contribution aux aide-mémoires etc.
- Assurer toute autre tâche qui lui est confiée par le chef de projet

#### **4. PROFIL DU CANDIDAT**

- Être titulaire d'un diplôme universitaire (BAC +4) en Economie/Finances, Statistique, ou Gestion de projets/Programmes ou tout autre diplôme équivalent et en rapport avec le projet ;
- Avoir au minimum dix (10) ans d'expériences pertinentes en gestion de projet, finances publiques, gestion des investissements et réformes de l'administration publique ;
- Avoir une expérience dans la préparation et supervision des projets ;
- Avoir des excellentes connaissances en matière de finances publiques, de réformes de l'administration publique et des services publics, de redevabilité et transparence dont des réformes dans le domaine ;
- Avoir une excellente connaissance de l'administration de la République Centrafricaine et la connaissance de la zone CEMAC serait un atout ;
- Avoir une connaissance des projets financés par des partenaires techniques et financiers, de préférence financés par la Banque mondiale ;
- Avoir une bonne connaissance du Français et de préférence de l'Anglais et d'une langue locale et une excellente capacité de leadership et de gestion des équipes pluridisciplinaires et multiculturelles ;
- Avoir une bonne capacité d'interagir entre le gouvernement et les partenaires techniques et financiers ;
- Être capable de travailler efficacement sous pression ;
- Avoir une bonne connaissance des logiciels standards (Word, Excel, PowerPoint).

#### **5. LIEU DE TRAVAIL**

Le/La **Responsable de la composante 1** sera basé(e) à Bangui, capitale de la RCA et peut être délocalisé(e) en cas de force majeure. Il/Elle devra entreprendre des missions dans les zones d'intervention du Projet.

#### **6. CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le/la Responsable de la composante 1 travaillera au sein de l'unité de gestion du Projet. Au cours des missions en province, le/la Responsable de la composante 1 travaillera dans les services déconcentrés des ministères impliqués dans la mise en œuvre du projet. Le Projet mettra à la disposition du Responsable de composante 1 les équipements et matériels nécessaires à l'exercice de sa mission.

#### **7. COMPORTEMENT ET ATTITUDE**

- Savoir faire preuve d'initiatives, être persévérant ;
- Disposer de bonnes aptitudes de communication et de travail en équipe ;
- Avoir un vrai sens du résultat, attester d'un solide esprit entrepreneurial et de fortes capacités d'analyse, être méthodique, organisé et rigoureux ;
- Être autonome avec une (un minimum) forte capacité d'encadrement et de bonnes qualités relationnelles, notamment savoir collaborer avec une diversité d'interlocuteurs ;
- Savoir coordonner des équipes sur des projets divers et prouvé une grande capacité de gestion dans un univers technique et fragile ;

- Être en mesure de travailler dans un environnement multiculturel ;
- Avoir un sens aigu des responsabilités, tout en étant courtois, disponible et patient ;
- Avoir un sens aigu du travail en équipe et savoir valoriser le potentiel de chaque membre, et avoir une grande capacité d'adaptation ;
- Vision stratégique, capacité d'analyse et d'intégration,
- Esprit curieux et avant-gardiste,
- Parcours d'accomplissement et de conduite de tâche de façon autonome,
- Solides compétences interpersonnelles, de communication, capables de travailler efficacement en équipe et de travailler dans un environnement multiculturel,
- Être de bonne moralité et capable d'accepter les critiques afin de s'améliorer.

## **8. MODE DE RECRUTEMENT**

Le recrutement pour le poste du/de Responsable de la composante 1 se fera selon les points 7.36 et 7.37 de la méthode de sélection des consultants individuels définie dans le Règlement de Passation des Marchés daté de Juillet 2016, révisé en Novembre 2017, Août 2018 et Novembre 2020.

Les performances du Responsable de la composante.1 seront évaluées chaque année sur la base d'un contrat de performance établi conjointement, avec indication des résultats fixés. Les critères d'évaluation seront définis avec l'Unité de Gestion de Projet en collaboration avec les Ministères bénéficiaires et les résultats de l'évaluation seront partagés avec le Gouvernement et la Banque mondiale.

Le recrutement se fera suivant une procédure compétitive et sera effectué par appel à candidatures.

Il comportera deux (2) phases : (i) une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV et lettre de motivation ; (ii) une phase d'interview des candidats présélectionnés, sur la liste restreinte. Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

Les candidatures devront être déposées par voie soit électronique, (e-mail : [spmprojet.gnsp@gmail.com](mailto:spmprojet.gnsp@gmail.com)/ [assistantespm.projetagir@gmail.com](mailto:assistantespm.projetagir@gmail.com)/ [secrétariat.projetagir@gmail.com](mailto:secrétariat.projetagir@gmail.com) soit physique à l'adresse suivante : Bâtiment de l'ancienne CAADE, Rue Abdel GAMAL NASSER, au Ministère des Finances et du Budget (MFB)

Elles devront comprendre :

Une lettre de motivation de trois (03) pages maximums mettant en avant l'expérience professionnelle et les compétences pertinentes aux termes de références du poste ;

Un CV détaillé incluant trois (3) références professionnelles ;

Une copie légalisée du ou des diplômes ;

Une copie des attestations de travail figurant dans le CV ;

Les candidats (es) présélectionnés (ées) devront fournir qu'ils/elles remplissent les critères de sélection avant l'entretien.

Fait à Bangui, le \_\_\_\_\_